

LA GUERRE, LA PAIX ET LA DEMOCRATIE AU CONGO

1. Introduction

Quelle est la nature du conflit armé en République démocratique du Congo? S'agit-il d'une guerre civile, comme les médias internationaux persistent et signent, ou avons-nous affaire à une guerre d'agression extérieure, comme l'affirment les autorités de Kinshasa et les patriotes congolais? Indépendamment de la position qu'on prendrait vis-à-vis du régime instauré par Laurent-Désiré Kabila au Congo, force est de reconnaître le bien-fondé de sa position, d'autant plus que les groupements rebelles ont été mis sur pied après l'invasion du pays par le Rwanda et l'Ouganda le 2 août 1998. Ainsi, devons-nous, pour mieux répondre à la question posée ci-dessus, pouvoir dire pourquoi la guerre perdure depuis 1998. Qu'est-ce qui a perturbé la paix au Congo? Comment se fait-il qu'un pays aux dimensions continentales soit envahi, occupé et pillé par des Etats lilliputiens comme le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi? En bref, la réponse à la question principale passe forcément par l'élucidation de ces questions secondaires.

Par conséquent, nous devons remonter aux origines et aux causes lointaines de la guerre des Grands Lacs pour amorcer les perspectives de l'instauration de la paix et de la démocratie au Congo. Avant donc d'examiner celles-ci, nous devons analyser les facteurs ayant plongé le pays dans la crise actuelle. Ceux-ci sont au nombre de trois : l'effondrement de l'Etat sous le poids de la corruption du régime Mobutu ; le génocide rwandais et ses répercussions dans la région ; et les visées expansionnistes du Rwanda et de l'Ouganda. Nous verrons ensuite ce qu'on peut espérer obtenir du processus de paix en cours et comment nous pouvons remettre sur les rails le processus de démocratisation interrompu en 1997.

2. L'effondrement de l'Etat sous le régime Mobutu

Du 24 novembre 1965 au 24 avril 1990, le président Mobutu Sese Seko (ex-Joseph-Désiré) régna en maître absolu au Congo-Kinshasa. Son pouvoir sans partage fut caractérisé non seulement par la corruption et la mauvaise gestion, mais aussi par le détournement du pouvoir d'Etat au profit de lui-même et de son entourage, lequel aboutira à la privatisation de l'Etat et de ses ressources. S'inspirant du modèle léopoldien, dans lequel le pays tout entier ainsi que ses richesses abondantes étaient la propriété privée du roi-souverain, Mobutu n'hésita pas à s'attribuer des prérogatives semblables. Ses prétensions monarchiques se concrétisèrent en plusieurs formes, entre autres :

- L'inauguration, en 1970, d'un pouvoir à perpétuité sous le régime du parti-Etat ;
- Le fait de rebaptiser unilatéralement notre cher Congo par l'appellation insultante de « Zaïre », une corruption portugaise du nom local pour le grand fleuve étant pour Mobutu plus authentique que le nom d'un illustre ancien royaume de l'Afrique centrale précoloniale ;
- L'aliénation du patrimoine national au profit des particuliers en guise de « dons du Président de la République » ; et
- La subordination, voire la trahison, des intérêts supérieurs de la nation dans ses alliances opportunistes avec les forces de la contre-révolution en Afrique australe, y compris les représentants de la criminalité financière internationale qui alimentent la guérilla de M. Jonas Savimbi en Angola¹.

Comme l'exemple vient d'en haut, les membres de la nomenclatura mobutiste avaient, chacun à son niveau de responsabilité, repris à leur compte les comportements du président, combinant ainsi le détournement des deniers publics aux largesses propres aux grands dignitaires patrimoniaux pour reproduire le système du clientélisme. Ce système aura pour

résultat majeur la commercialisation de tous les rapports humains au sein de l'appareil d'Etat et, partant, l'effondrement de ce dernier. Car, au lieu de constituer un ensemble d'institutions impartial oeuvrant dans l'intérêt général, l'Etat ainsi privatisé était devenu le monopole du chef et de son entourage. Privé de ses moyens d'action, c'est-à-dire les ressources tant humaines que matérielles nécessaires à son fonctionnement, l'Etat était progressivement devenu incapable de remplir les fonctions les plus élémentaires.

Dans les années 70, l'Etat congolais avait entrepris un programme ambitieux visant à former et à équiper une armée capable de maintenir la paix et la sécurité à l'intérieur du pays et de participer d'une façon effective aux opérations de maintien de la paix en Afrique centrale. Craignant de perdre le pouvoir aux jeunes officiers formés dans les meilleures des académies militaires du monde, Mobutu et ses vieux compagnons de la Force publique (l'armée coloniale) dont les compétences ne correspondaient pas à leurs grades de colonel et de général, lancèrent une chasse aux sorcières dont l'aboutissement fut le contrôle des forces armées par une clique d'officiers généraux proches du maréchal Mobutu. Ceux-ci se sont illustrés par leur corruption et par leur manque de patriotisme, lesquels sont bien décrits dans l'autopsie du régime Mobutu par son parent et proche collaborateur Honoré Ngbanda². Les détournements de soldes, la vente du matériel militaire et l'implication d'officiers généraux et supérieurs dans toutes sortes d'activités illicites sont parmi les causes majeures de l'effondrement de l'armée de Mobutu.

Entre avril 1990 et janvier 1993, la dictature faisandée du vieux léopard avait progressivement perdu ses moyens de défense pour devenir un fruit mûr, susceptible de se détacher de l'arbre du pouvoir à la moindre pression du vent du changement³. L'effondrement, en si peu de temps, de l'autorité ainsi que des moyens de coercition d'un régime où la parole du chef avait force de loi ne fut rien que phénoménal. Suivant un des dires mémorables du chef de file de l'opposition Etienne Tshisekedi, la puissance d'un dictateur réside surtout dans la peur que le peuple a de lui. Par conséquent, et c'est le cas du Congo, une fois que cette peur se dissipe, l'empereur est dénudé et rabaissé des nuages où il prétendait briller en roi-soleil pour rejoindre le commun des mortels.

Pour le maréchal du Zaïre, la suite des événements qui sonnèrent le glas de son règne comprend la fin de la guerre froide, avec ses répercussions par rapport à la couverture néocoloniale dont il jouissait en tant que client obligé de l'Occident ; le massacre de Lubumbashi, qui entraîna la suspension des aides extérieures sur lesquelles son appareil de répression s'appuyait pour le recyclage du personnel et le renouvellement de l'équipement ; les pillages de 1991 et 1993 par les militaires, qui résultèrent dans la destruction quasi-totale du secteur commercial moderne, la perte de milliers d'emplois et l'informalisation à outrance de l'économie congolaise ; et la Conférence nationale souveraine (CNS), le point culminant du travail de sape que le mouvement démocratique a pu réaliser contre le mobutisme. Notons au sujet de ce dernier événement que si la tentative de recouvrement de la souveraineté populaire et de la consécration de l'Etat de droit n'a pas réussi à instaurer la démocratie et le progrès social au Congo, elle a néanmoins légué au peuple congolais des acquis démocratiques non négligeables, notamment par rapport à l'éveil de la conscience nationale et à l'affirmation du droit de résistance contre tout pouvoir illégal⁴.

Etant donné que les amis d'hier ne pouvaient plus venir à la rescousse de Mobutu, comme ils le faisaient avec impunité dans le passé, l'effondrement de son régime s'avérait irréversible, malgré son maintien à la tête de l'Etat à titre honorifique, d'après la formule pleine d'ambiguïtés du Compromis politique global⁵. La tentative de restauration du régime entre 1994 et 1997, à travers le troisième mandat de Léon Kengo wa Dondo comme chef du gouvernement, était vouée à l'échec. Car la désignation de Kengo comme premier ministre de

la transition n'était qu'une manœuvre d'arrière-garde par la fraction réformiste de la nomenklatura, soutenue par la Troïka (Belgique, Etats-Unis, France) et les institutions de Bretton Woods, pour étouffer dans l'œuf les acquis de la CNS.

3. Le génocide rwandais et ses répercussions dans la région

C'est dans ce contexte de l'effondrement du régime Mobutu ainsi que celui de l'Etat dont il n'était plus capable d'assurer la gestion qu'intervint le génocide rwandais de 1994. Face à la résistance du peuple contre la dictature, l'Etat délégitimé et démuné de moyens d'action ne pouvait ni arrêter le génocide ni réagir d'une façon efficace à ses répercussions au Congo. Les Rwandais, tant Hutu que Tutsi, tirèrent grand profit de l'effondrement de l'Etat congolais. Les premiers se sont servis de la faiblesse et des complicités des Forces armées zaïroises (FAZ) pour s'installer sur le sol congolais avec tous les équipements militaires que les soldats français de l'Opération Turquoise leur avaient permis d'emporter du Rwanda. Par conséquent, les soldats des Forces armées rwandaises (FAR), l'ancienne armée gouvernementale, ainsi que les *interahamwe*, les milices extrémistes hutu, investirent les camps de réfugiés, au vu et au su du régime Mobutu et de la communauté internationale, avec toutes les conséquences que cela devrait entraîner pour la sécurité du nouveau régime à Kigali.

Deux mois avant le déclenchement de la guerre d'octobre 1996, l'Armée patriotique rwandaise de Paul Kagame avait commencé à tester la capacité de réaction de l'armée de Mobutu en lançant des attaques contre les camps de réfugiés⁶. Ayant fait le constat qu'elle était en face d'un tigre en papier, l'armée tutsi s'est permis de déclencher le 6 octobre une opération de grande envergure, à laquelle l'Ouganda de Yoweri Museveni s'est associée pour des raisons qui deviendront plus claires par la suite.

Le voile a été finalement et définitivement levé sur le rôle moteur du Rwanda dans la guerre de sept mois et le renversement de Mobutu par les déclarations du général Paul Kagame au journal américain le *Washington Post* en juillet 1997 et confirmées dans son entretien avec le professeur ougandais Mahmood Mamdani⁷. Même si la contribution de l'Angola sur le plan des opérations militaires proprement dites (la défaite des mercenaires à Kisangani, de la DSP à Lubumbashi et des hommes de l'Unita à Kenge) fut beaucoup plus importante, compte tenu de sa longue expérience en matière, un dispositif logistique considérable, les orgues de Staline et d'autres armes sophistiquées, l'initiative rwandaise visant la destruction des camps des réfugiés hutu au Congo et, partant, les bases des ex-FAR et des *interahamwe* reste la clef de voûte de la marche victorieuse de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) vers Kinshasa⁸

Ceux qui refusent de reconnaître cette réalité auront du mal à expliquer comment une coalition de quatre groupes de rebelles disparates formée le 18 octobre 1996 à Lemera, soit environ deux semaines après le déclenchement des hostilités par l'armée rwandaise, puisse se restructurer et s'organiser pour mener une campagne militaire victorieuse en un rien de temps, d'une part, et pourquoi, d'autre part, un officier militaire rwandais, James Kabarebe, devait prendre le commandement de la nouvelle armée nationale, les Forces armées congolaises (FAC). Le fil des événements ne tardera pas à démontrer que Paul Kagame et le président ougandais Yoweri Museveni avaient soutenu l'AFDL pour masquer leurs propres visées expansionnistes. Ayant constaté qu'ils ne pouvaient pas transformer le président Laurent-Désiré Kabila en une véritable marionnette, ils se sont décidés de s'en débarrasser. D'où la guerre d'agression et de pillage déclenchée le 2 août 1998.

4. Les visées expansionnistes du Rwanda et de l'Ouganda

Pour les décideurs américains, les responsables des institutions de Bretton Woods, ainsi que leurs relais dans les cercles universitaires, Museveni et Kagame appartiennent à une « nouvelle

génération des leaders africains », qui prônent l'indépendance d'action ainsi que le souci d'apporter des « solutions africaines aux problèmes africains ». On leur reconnaît les qualités d'« *homme fort* », de « *fin manoeuvrier* », d'« *habile communicateur* » et de « *gestionnaire pragmatique* »⁹. Ce groupe d'élite comprendrait également le sud-africain Thabo Mbeki, l'erythréen Isaias Afwerki et l'éthiopien Meles Zenawi.

A l'exception de Mbeki, dont le pouvoir est circonscrit par le compromis historique de 1994, le pouvoir économique du patronat et des colons blancs, la solidité des institutions étatiques et la puissance de la société civile, les dirigeants qui répondent à ce genre de profil sont tous des anciens chefs de guerre qui règnent en maîtres absolus. Ayant conquis le pouvoir par la force des armes, ils se laissent convaincre facilement, par leur entourage ou par leur propre imagination, qu'après maintes épreuves subies et tous les dangers encourus, ils ne peuvent être rien d'autre que des hommes providentiels. D'où l'arrogance du pouvoir.

Malgré l'autoritarisme caractérisant leur pratique du pouvoir, ces leaders jouissent d'un soutien considérable de la part de ceux-là mêmes qui prétendent combattre le terrorisme et promouvoir les valeurs démocratiques à l'échelle mondiale. En réalité, les grandes puissances ne se préoccupent que de leurs intérêts économiques et stratégiques. Même dans ses transformations à l'heure de la mondialisation, de la guerre des étoiles et du bouclier antimissile, l'impérialisme recherche toujours des relais régionaux, pour mieux assurer ces intérêts, y compris l'accès aux ressources indispensables au maintien de son hégémonie. Malheureusement pour le Congo, le coltan et d'autres ressources du sous-sol congolais sont incontournables pour la technologie de pointe, de la fabrication et l'entretien des engins aéronautiques et spatiaux aux ordinateurs et à la téléphonie cellulaire.

La classe politique congolaise ayant démontré son incapacité de servir d'un intermédiaire fiable, la conquête du pays, ou tout au moins sa partition par des voisins capables d'y extraire et d'évacuer vers les marchés du Nord les ressources stratégiques dont l'industrie a besoin, s'imposait. Tout en renflouant leurs trésors nationaux et permettant aux officiers militaires de s'enrichir, les Etats clients de la région s'acquittent bien de leurs obligations envers l'allié américain. Lors de sa visite à Kampala en mai 2001, le Secrétaire d'Etat américain Colin Powell a rejeté tout reproche aux nouveaux poulains de l'Oncle Sam en Afrique pour la mort de 3 millions d'âmes au Congo. La légèreté de ses réponses aux questions des journalistes sur les crimes commis par les régimes de Kampala et de Kigali au Congo montre à quel point les Etats lointains, grandes puissances y compris, ne restent pas indifférents au pillage des ressources naturelles des pays en crise. Destinataires majeurs des métaux rares comme le coltan, ces puissances extérieures demeurent, en tant que receleurs de biens volés, tout aussi coupables selon le droit occidental que les pilleurs eux-mêmes.

Après la publication par les Nations unies en avril 2001 du rapport du groupe d'experts sur le pillage éhonté et criminel des ressources du Congo, ainsi que celle de l'additif fort riche en données en novembre 2001, y-a-t-il encore raison de perdre du temps à démontrer l'enjeu principal du conflit de la région des Grands Lacs ?¹⁰ En dépit des protestations des uns et des autres, il est internationalement établi que dans cette sale guerre régionale au Congo, les « alliés » et les « agresseurs » se retrouvent dans le même camp, celui des pilleurs. Si les premiers participent au partage du gâteau congolais d'une façon légale, c'est-à-dire avec l'approbation des autorités congolaises, le fait que ce partage du gâteau ait été effectué sans transparence et serait dans certains cas contraire aux intérêts supérieurs de la nation rendrait les Congolais impliqués coupables du bradage du patrimoine national. Quant aux agresseurs, il est évident que le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi s'adonnent plus au pillage des richesses congolaises qu'à la poursuite de leurs « forces négatives » respectives au Congo. Ces trois pays

ont purement et simplement annexé de vastes zones du Congo afin d'y piller systématiquement les ressources naturelles de notre pays.

A cet égard, le silence des Etats-Unis et de l'Europe vis-à-vis des crimes commis au Congo et le refus d'imposer des sanctions au Rwanda et à l'Ouganda quand leurs comportements dépassent de loin ce que l'on reproche aux Etats comme le Zimbabwe, prouvent à suffisance l'hypocrisie du discours occidental sur les droits humains, lesquels sont subordonnés aux intérêts économiques et stratégiques. D'autre part, « le nouveau type de dirigeants africains », qui osent apporter « des solutions africaines aux problèmes africains » dans la région des Grands Lacs avec l'approbation tacite de leurs alliés du Nord, appartiennent en réalité à l'espèce bien connue de chien de garde de l'impérialisme.

Les conclusions du rapport onusien sur le pillage des ressources au Congo constituent une victoire pour la société civile congolaise qui, depuis la consultation du 21 au 23 novembre 1998 à Morat, en Suisse, n'a cessé de dire qu'il était exagéré de parler de guerre civile à l'Est du Congo, tant il est clair que les rebelles du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), toutes tendances confondues, ne sont que des simples marionnettes¹¹. Si Jean-Pierre Bemba semble jouir d'une certaine popularité du fait de son enracinement dans sa région d'origine, il n'en reste pas moins qu'il a des comptes à rendre à Museveni, son parrain politique, et à ses bailleurs de fonds, qui comprennent les anciens généraux de Mobutu.

5. Les perspectives de la paix et de la démocratie au Congo

De ce qui précède, il est évident que certains préalables sont incontournables pour le processus de la paix. Si la crise actuelle est en grande partie due à l'effondrement de l'Etat congolais et de son armée, la reconstruction de l'Etat et de l'armée sont indispensables à une paix durable au Congo. En deuxième lieu, si la guerre perdure à cause de l'exploitation illégale des ressources du Congo par ses voisins, la communauté internationale a le devoir, sous la Charte des Nations unies, de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à cette exploitation illicite. De ces deux scénarios possibles, celui qui offre le plus de chances pour mettre fin à la guerre est évidemment le premier. Un Congo uni et organisé pourra réussir en moins de rien à repousser les troupes d'occupation jusqu'à Kigali, Kampala et Bujumbura. Les dirigeants congolais ont-ils la maturité politique et le patriotisme requis pour un heureux aboutissement de ce scénario, lequel exige un front commun contre la menace extérieure?

La guerre de la région des Grands Lacs est une « guerre des ressources » initiée par des régimes militaristes à la recherche de zones tampon de sécurité, d'expansion territoriale et d'exploitation économique dans un pays aux richesses fabuleuses mais sans Etat ni armée dignes de nom. Il s'agit d'un conflit armé alimenté de l'extérieur mais qui permet aux seigneurs de la guerre locaux d'user du contrôle des populations et des ressources naturelles comme tremplin à la conquête du pouvoir. Ce genre de conflit exige au moins deux conditions préalables : l'existence d'une richesse naturelle abondante et l'effondrement de l'Etat. Quand les ressources en question sont à la fois d'une valeur stratégique et susceptibles d'être extraites par des moyens artisanaux, la région cible attirera vers elle les partenaires de la criminalité financière internationale, dont les composantes majeures et le fonctionnement sont bien explicités de la manière suivante par le *Monde diplomatique* : « *Abandons de souveraineté et mondialisation libérale – permettant aux capitaux de circuler sans contrôle d'un bout à l'autre de la planète – ont favorisé l'explosion d'un marché de la finance hors la loi, moteur de l'expansion capitaliste, et lubrifié par les profits de la grande criminalité. Partenaires associés sur l'archipel planétaire du blanchiment de l'argent sale, gouvernements, mafias, compagnies bancaires et sociétés transnationales prospèrent sur les crises et se livrent au pillage du bien commun en toute impunité* »¹².

La logique de pillage, qui caractérise les relations entre l'économie mondiale et l'Afrique depuis le XVI^e siècle, ne peut que se renforcer au fur et à mesure que l'effondrement de l'Etat et de son autorité devient monnaie courante dans les zones d'exploitation minière sous contrôle des mouvements d'opposition armés. Aux ambitions démesurées, les chefs de ces mouvements ne se gênent guère d'entrer en partenariat avec les marchands d'armes et de drogues ainsi que les banques off shore et les transnationales minières pour promouvoir des intérêts autres que ceux de leur propre pays. L'obsession du pouvoir et la quête des richesses matérielles est telle que les seigneurs de la guerre fassent montre d'un manque éhonté du patriotisme, en préférant de détruire et de diviser leur propre pays qu'à partager le pouvoir avec le frère ennemi. En effet, si le rôle des facteurs extérieurs n'est pas négligeable, il n'en reste pas moins que la responsabilité primaire revient aux acteurs locaux, qui se prêtent à servir de relais ou des hommes de paille des forces étrangères.

La paix est-elle possible en RDC ? Il est évident que la guerre en cours n'aurait pas eu lieu sans l'effondrement de l'Etat congolais et de ses forces armées. Pour réaliser une paix durable, la reconstruction de l'Etat et la formation d'une véritable armée nationale et républicaine sont incontournables. C'est d'ailleurs ce qui est prévu à l'Accord de Lusaka, où il est question de mettre en place de nouvelles institutions politiques pendant la période de transition. Les tentatives de positionnement et celles de court-circuiter le dialogue intercongolais par des rencontres préemptives telles que celles parrainées par l'ONU à Abuja sont contraires à la lettre et à l'esprit de l'Accord de Lusaka. Des négociations entre les seules forces combattantes, comme cela a été fait en 1997 en Afrique du Sud et à bord de l'*Outeniqua*, le navire de la marine sud-africaine, renforcent l'idée selon laquelle le changement politique ne peut se faire que par la force. Or, n'eut été la résistance populaire à la dictature mobutiste, qui déblaya le terrain pour la chute du régime, la guerre de 1996-1997 aurait eu du mal à aboutir.

La nation congolaise ne peut pas se reconstruire sous la direction des seuls belligérents de la guerre des Grands Lacs, parmi lesquels on trouve des compatriotes à la remorque d'une dynamique régionale dont la plupart des citoyens ignorent les tenants et aboutissants. Qu'il s'agisse de l'AFDL reconvertie en Comités de pouvoir populaire (CPP) ou de deux mouvements rebelles, aucun des belligérents n'a jusqu'à ce jour présenté au peuple congolais un projet de société plus crédible que celui issu de la CNS. Si on peut le juger par ceux qui en sont responsables, le modèle de société du groupe CPP manque de cohérence du fait de ses multiples héritages, entre autres, le nationalisme progressiste des années 60, l'expérience du maquis de Hewa Bora, la guerre de sept mois et le mobutisme, ce dernier courant étant bien représenté au sein du groupe par l'un de ses architectes, Dominique Sakombi Inongo.

Par son affinité avec la personnalisation du pouvoir autour de la notion de l'homme providentiel, ce modèle de société apparaîtrait, selon le journaliste belge Gérard Papy, « *bien étranger aux aspirations inassouvies des croisés de la démocratie congolaise* » qui, entre 1990 et 1997 « *ont réussi à se forger, pendant cette période de démocratisation avortée, des espaces de liberté dont ils ont aujourd'hui le droit d'être fiers* »¹³. Pour ce peuple martyr, la CNS constitue l'alpha et l'oméga pour toute politique crédible de transition démocratique au Congo. Il est donc souhaitable que les participants au dialogue intercongolais se mettent d'accord pour remettre sur pied les institutions de la transition créées par la CNS, à savoir, le Haut Conseil de la République (HCR), le gouvernement de transition et la Commission nationale des élections (CNE). Pour qu'elles réussissent à exécuter leurs mandats respectifs, ces institutions devraient être dotées des moyens appropriés de leurs actions¹⁴.

Si le règlement de la crise de la transition démocratique, qui perdure depuis 1990, exige la concertation et l'entente entre les Congolais eux-mêmes, mettre fin à l'exploitation illégale des ressources congolaises par les pays en conflit exige, du moins à court terme, l'intervention de la

communauté internationale. Il est temps que celle-ci abandonne sa politique de deux poids, deux mesures dans sa stratégie de réponse aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre. Car, s'il est juste d'empêcher et de punir le nettoyage ethnique dans les Balkans, pourquoi ne mettrait-on pas des moyens semblables pour combattre le terrorisme d'Etat dont les populations congolaises sont rendues victimes par le Rwanda et l'Ouganda ? Comment peut-on punir l'Irak si sévèrement pour son invasion du Koweït il y a plus de 10 ans, tandis que l'Ouganda et le Rwanda continuent à jouir des aides bilatérales et multilatérales malgré leur invasion, occupation et exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses du Congo, qui continue jusqu'à ce jour?

6. Conclusion

En définitive, nous devons nous rendre compte du fait que notre salut ne peut se matérialiser que par nos propres efforts. Il est inutile d'attendre que d'autres viennent résoudre nos problèmes, d'autant plus que c'est parmi eux qu'on trouverait les vrais commanditaires de nos agresseurs. Ce dont les Congolaises et le Congolais ont grandement besoin c'est de développer un attachement sincère et patriotique au principe du respect de l'intérêt général et du bien public, qui remplacerait les anti-valeurs de la poursuite des intérêts sectaires et personnels ainsi que l'amour du gain facile. Suivant le vœu exprimé par notre héros national Patrice Emery Lumumba, nous avons le devoir de récrire notre histoire suivant une perspective africaine, c'est-à-dire arranger nos affaires nationales en fonction des aspirations profondes du peuple, au-lieu de s'inspirer des schémas imposés de l'extérieur¹⁵

Pour que notre pays réussisse d'endiguer la crise actuelle et de mettre fin aux ingérences extérieures, il lui faut un gouvernement responsable et légitime, c'est-à-dire un gouvernement dans lequel le peuple se reconnaît et qu'il considère comme celui qui exprime le mieux ses aspirations et défend le mieux ses intérêts. Un tel gouvernement n'est possible que dans la mesure où il est composé des femmes et des hommes imprégnés du patriotisme et de la conscience nationale et qui jouissent de la confiance du peuple. Après toutes les trahisons que notre pays a connues de 1960 à présent, ces femmes et ces hommes doivent être des nationalistes sans reproche, et des personnalités qui défendront à tout prix et contre vents et marées les intérêts supérieurs de la nation congolaise.

¹ Un tonnerre d'applaudissements éclata lors de ma dénonciation de cette "haute trahison" du haut de la tribune de la Conférence nationale souveraine le 14 mai 1992 au Palais du Peuple à Kinshasa. Lire "Déclaration de politique générale du professeur Georges Nzongola-Ntalaja, invité de la Conférence nationale souveraine (Personnalité scientifique)", dont le texte a été publié dans une douzaine des journaux de Kinshasa et vendu en vidéocassette à Bruxelles.

² Honoré Ngbanda Nzambo-ku-Atumba, *Ainsi sonne le glas! Les derniers jours du maréchal Mobutu*, Editions Gideppe, Paris, 1998.

³ Malheureusement pour le Congo, le vent de l'intérieur, qui avait démoralisé et affaibli la dictature à la CNS, n'était pas suffisamment puissant pour franchir les murs du Palais du Peuple afin d'anéantir l'appareil sécuritaire sur lequel le régime Mobutu devait se replier. Il a fallu que le vent du changement vienne de l'Est et outre les frontières de la République pour en finir avec la dictature.

⁴ Dans un ouvrage à paraître en février 2002 à la maison d'édition Zed Books de Londres et intitulé *The Congo from Leopold to Kabila : A People's History*, je consacre une grande partie du chapitre sur la lutte pour la démocratie multipartite (ch. 6) à une analyse de la nature, du fonctionnement et des acquis de la CNS.

⁵ En ma qualité d'Invité de la CNS, j'ai introduit au nom de 13 groupes lumumbistes une motion contre cette disposition du compromis politique à la séance plénière du lundi 3 août 1992. Le texte de la motion a été publiée dans le *Potentiel* du 4 août 1992.

⁶ Erik Kennes, "La guerre au Congo" in *L'Afrique des grands lacs: Annuaire 1997-1998*, sous la direction de Filip Reyntjens et Stefan Marysse, L'Harmattan, Paris, 1998, p. 238.

⁷ Lire le *Washington Post* du 9 juillet 1997 et l'article de Mamdani dans le *Mail & Guardian* (Johannesburg) du 8 août 1997.

⁸ Les troupes victorieuses contre les mercenaires blancs, la Division spéciale présidentielle et l'Unita de Savimbi étaient composées pour la plupart des auxiliaires congolais de l'armée angolaise connus sous l'appellation de « tigres ».

⁹ Voir Germain Mukendi et Bruno Kasonga, *Kabila, le retour du Congo*, Quorum, Ottignies, 1997, p. 70. Contrairement aux souhaits de Mukendi et Kasonga, Laurent-Désiré Kabila, que l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright et d'autres auraient voulu voir s'associer à ce groupe, resta fidèle aux principes révolutionnaires de sa jeunesse et, en conséquence, s'est vu exclu de cette amicale.

¹⁰ Lire le *Rapport du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo*, Conseil de sécurité des Nations unies, New York, 12 avril 2001 et l'*Additif au rapport du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo*, Conseil de sécurité des Nations unies, New York, 13 novembre 2001.

¹¹ Le compte rendu de la réunion du collège des fondateurs du RCD-Goma tenue du 13 au 14 octobre 2001 à Himbi est très révélateur à cet égard. A la question d'expliquer le contact avec le président Joseph Kabila et Jean-Pierre Bemba du MLC à Gaborone, le président Adolphe Onusumba répond de la manière suivante : « *Le contact avec Kabila et Bemba, je me suis expliqué pendant plus de 4 heures aux dirigeants du FPR à Kigali. Je n'ai plus de commentaires à faire.* » On sait à qui il a des comptes à rendre. Compte rendu publié par le journal *Les Coulisses*, no. 100, du 15 novembre au 15 décembre 2001. Mes remerciements à Pascal Kambale, qui a bien voulu me transmettre cette information.

¹² Lire « Dans l'archipel planétaire de la criminalité financière », *Le Monde diplomatique*, avril 2000.

¹³ Gérard Papy de *La Libre Belgique*, cité par Emile Lejeune, *Laurent-Désiré Kabila, militant natinaliste congolais*, Gamma Presse, Tubize, 1997, p. 83.

¹⁴ Une des raisons principales de ma démission de l'ancienne CNE en 1996 était justement le refus du gouvernement Kengo de lui fournir les moyens financiers dont elle avait besoin pour accomplir sa mission.

¹⁵ Le voeu de Patrice Lumumba que l'histoire africaine soit conçue et rédigée à partir d'une perspective africaine est exprimé dans sa dernière lettre à son épouse, écrite dans la prison du camp militaire de Mbanza-Ngungu. Voir *La pensée politique de Patrice Lumumba*, sous la direction de Jean Van Lierde, Editions des Amis de Présence Africaine, Bruxelles, 1963.